



Genève, le 17 avril 2018  
Aux représentant-e-s des médias

## Communiqué de presse du département de la sécurité et de l'économie

### **Genève salue le premier accord entre entreprises du numérique visant à renforcer la cybersécurité**

**Plus de 30 entreprises de renom, telles que HP, Intel, Oracle, Facebook, Microsoft ou encore ABB viennent de signer le «Tech Accord». Un acte historique, où le secteur privé s'engage à défendre les internautes. Les gouvernements sont appelés à appuyer et renforcer leur démarche.**

L'Etat de Genève salue l'accord de collaboration signé entre plus de trente entreprises des technologies de l'information et ayant pour objectif de préserver leurs clients et usagers du Web contre les cybermenaces. Cet accord, rendu public aujourd'hui à San Francisco, rassemble un nombre important d'entreprises phares comme Facebook, HP, Intel, Oracle ou encore ABB (liste complète disponible sur le site de l'accord), derrière l'idée d'une plus grande coopération entre les acteurs de l'industrie, afin de s'entraider pour combler les failles des systèmes plutôt que de les exploiter.

M. Brad Smith, président de Microsoft, avait milité en 2017 pour de nouvelles normes en matière de sécurité informatique, demandant la création d'une "convention de Genève du numérique". Il avait appelé l'ensemble des parties prenantes du numérique, de l'utilisateur individuel aux entreprises en passant par les administrations publiques et les gouvernements, à des comportements plus responsables. Il avait présenté sa vision pour une amélioration de la cybersécurité au Palais des Nations à Genève, le 9 novembre 2017.

#### Pour un Internet libre, ouvert et accessible à tous

Le conseiller d'Etat Pierre Maudet avait lancé un mois plus tôt les "Geneva Digital Talks", en vue de rassembler l'ensemble des acteurs genevois, des membres de la Genève internationale aux entrepreneurs locaux, autour d'un dialogue visant à renforcer la cybersécurité à l'échelle mondiale. Pour le magistrat chargé du département de la sécurité et de l'économie, l'accord publié en Californie répond à la demande des gouvernements aux entreprises du domaine des technologies de l'information pour qu'elles assument leurs responsabilités.

"Nous voyons aujourd'hui qu'il est possible, pour un nombre important d'entreprises concurrentes sur les marchés, de trouver un moyen de s'entendre et d'agir ensemble au bénéfice d'une meilleure sécurité pour le plus grand nombre", relève Pierre Maudet. "Nous constatons que le volume et la dimension des cyberattaques vont continuer de croître. Le problème de la cybercriminalité concerne chaque internaute, sans exception. Il est désormais temps que les gouvernements répondent à cet appel du secteur privé, par un travail de fond en vue de faire respecter des normes qui protègent les usagers. Ceci sans

affecter la valeur économique d'un Internet libre, ouvert et accessible à tous", souligne-t-il.

**Informations complémentaires et liens:**

- Communiqué des entreprises signataires: <https://cybertechaccord.org/>
- Tech Accord: : <https://cybertechaccord.org/accord/>
- Geneva Digital Talks: <https://www.giplatform.org/geneva-digital-talks>
- Geneva Initiative: <https://www.giplatform.org/genevainitiative/>
- De nouvelles normes pour améliorer la cybersécurité: <https://dig.watch/trends/cyber-norms>

*Pour tout complément d'information: M. Dejan Nikolic, délégué à la direction générale du développement économique, de la recherche et de l'innovation, DSE, T. 022 388 31 63 ou 079 416 84 10.*